ELECTIONS LEGISLATIVES DES 23 ET 30 JUIN 1968

8e CIRCONSCRIPTION DU RHONE

Bernard LATASTE

DÉFENSE DES LIBERTÉS ET DE LA JUSTICE

Licencié en Droit - Capitaine d'aviation pour faits de guerre (1944) F.A.F.L. 9.633
Chevalier de la Résistance à titre militaire.

SUPPLÉANT

Victor QUESTER-SÉMÉON

Président du Groupement d'Action Judiciaire pour une meilleure protection des Citoyens
et la Démocratisation de la Justice

Cher concitoyen,

Vous voyez bien maintenant combien j'avais raison.

Croyez bien que j'aurais préféré m'être trompé.

Vous avez vu maintenant que le parti communiste cherche à prendre le pouvoir par la force.

Lorsque je commandais les aviateurs résistants, j'ai trop vu les atrocités communistes de la Libération, les assassinats des plus purs patriotes. Parce que je luttais pour la légalité républicaine, ils m'ont envoyé leurs tueurs camouflés en peloton d'exécution. Ils ont combattu avec violence le groupement « Dissidence 40 » que je dirigeais et attaqué par la force le meeting que j'avais organisé à la Bourse du Travail avec le Ministre René CAPITANT.

Le parti communiste ne respecte pas les votes. Ses commandos de choc ont contraint à fermer des établissements, des administrations qui voulaient travailler.

1 - Pourquoi j'ai voulu libérer la Faculté des Lettres.

Savez-vous pourquoi les allocations familiales n'étaient pas encore payées le 10 juin ? La Caisse de Paris n'a jamais cessé le travail, mais celle de Lyon a dû fermer, bien que 130 employés seulement sur 700 eussent voté la grève, et le travail fut empêché par un commando irresponsable QUI FUT HUE par ces femmes courageuses.

J'ai vu de mes yeux le magasin des Nouvelles Galeries, comme celui de Carrefour, contraint de fermer par une expédition punitive venue de l'extérieur en violation de la Liberté.

J'ai vu la Faculté de Droit envahie durant la nuit du 3 au 4 juin par une pègre venue des bas-fonds pour empêcher les examens que les étudiants avaient pourtant RECLAMES à 88 % des suffrages.

J'ai vu l'Université ornée du drapeau rouge de la révolution et du drapeau noir des anarchistes, ses murs couverts d'inscriptions imbéciles avec des fautes d'orthographe qui n'étaient certainement pas celles des étudiants.

J'ai vu les étudiants exaspérés de voir les examens sabotés et c'est pourquoi j'ai organisé, en collaboration avec les étudiants en Droit, une contre-manifestation contre cette pègre qui occupait la Faculté des Lettres ; ce fut un événement d'une immense portée ; les peuples étrangers ont enfin appris que l'agression sanglante était stoppée à Lyon par de courageux jeunes gens qui attaquaient à mains nues des agitateurs professionnels retranchés et armés de « cocktails Molotov », de liquides corrosifs et de lance-flammes.

2 - Je suis pour la démocratie du bulletin de vote contre la démocratie de la terreur.

J'ai assez critiqué le gouvernement pour que vous me croyiez lorsque je vous dis maintenant : il faut le soutenir.

Pourquoi ?

Parce que c'est le gouvernement légal.

Certes, il a commis des fautes énormes, à cause desquelles il n'a pas vu et pas satisfait les aspirations des Français ; mais c'est lui qui peut, et LUI SEUL, prendre les mesures contre le communisme menaçant.

Certains disent : cette querelle ne nous concerne pas. Ceux-là ont tort, car nous sommes en pleine bataille et DANS LA BATAILLE IL N'Y A QUE DEUX PARTIS.

3 - Monsieur MORISON n'y était pas.

Lorsque, avec cent mille Lyonnais, nous avons défilé dans la ville, Monsieur Quester et moi, nous étions les seuls candidats de la circonscription à proclamer ainsi notre attachement aux Lois de la République et notre volonté de résister à l'intimidation communiste.

Nous aurions aimé voir avec nous, en tête, notre député giscardien MORISON, avec son écharpe tricolore.

Mais Monsieur MORISON n'a pas participé à ce sursaut, à cet élan qui nous a jetés dans la rue pour défendre nos libertés.

Cela nous procure un malaise certain, surtout quand on apprend par les journaux de Paris que son chef, Monsieur GISCARD, entretenait des tractations avec Monsieur MENDES-FRANCE -- et que cette information n'a pas été démentie.

Je rappelle que Monsieur MENDES-FRANCE cherchait à prendre le pouvoir au nom du P.S.U. après avoir donné son appui à la manifestation anarcho-communiste des « enragés » au stade Charléty à Paris.

Tout cela est bien triste.

Nous voyons ainsi que l'équipe de Monsieur GISCARD :

1° N'a rien prévu.

2° N'a rien fait.

3° A voulu bénéficier des avantages de l'opposition.

4° Mais veut aussi conserver les avantages du pouvoir.

Pour la défense de la République, de nos libertés, de la justice, nous sommes mieux placés que Monsieur MORISON.

4 - Rejetez les candidats de la tiédeur.

Cinq autres candidats se présentent à vous.

N'oubliez pas que TOUS LES CINQ sont, par le parti qu'ils soutiennent, responsables des fautes qui nous ont conduits aux situations explosives de 1958 et du printemps 1968.

La responsabilité de l'ex-M.R.P. est immense : ce parti était au pouvoir depuis longtemps quand De Gaulle est revenu. C'est le M.R.P. qui a donné à la France l'organisation mauvaise qui provoque les troubles actuels.

Et la preuve, c'est qu'il change de nom, prend une étiquette impersonnelle et abandonne les initiales sous lesquelles il a gouverné.

Mon programme.

Les Français ne veulent plus qu'on règle leur destin sans leur demander leur avis.

En 1963, bien avant les autres, les milliers de paysans qui assistaient aux réunions du Groupement pour les Libertés Paysannes que je présidais ont toujours voté A L'UNANIMITE ma motion réclamant « DES VOTES en mairie, comme en Angleterre, pour tous les problèmes qui nous concernent ».

Pour garantir les salariés, j'ai proposé en 1946, au Congrès National des Comités Dissidence 40, la promulgation d'un CODE SOCIAL.

Ma proposition était tellement juste qu'elle est maintenant l'objet de cours et d'études dans les Universités.

C'est la seule méthode pour assurer la JUSTICE SOCIALE et la SÉCURITÉ DE L'EMPLOI.

De plus, les droits de chacun doivent être garantis par une Justice adaptée au monde moderne. Il ne sert à rien de nier qu'un mécontentement se développe à ce sujet. C'est pourquoi la ligue que préside Monsieur QUESTER-SÉMÉON a proposé une série de réformes au Ministre de la Justice.

Je rappelle que j'ai toujours pris parti pour :

- les droits des commerçants.
- les entreprises libres.
- la Fédération des Etats d'Europe.
- le respect des alliances.

Vous savez combien je me suis toujours battu pour la liberté et pour la Justice et que je ne changerai jamais.

Bernard LATASTE.

Imp. Delzanno s.a. - Lyon